

LETTRE A MES COMPATRIOTES, FEMMES ET HOMMES DU CAMEROUN

Camerounaises, Camerounais,
Chers compatriotes,

Le 07 octobre dernier, vous avez exprimé courageusement le choix de l'avenir et de la modernité en portant majoritairement vos suffrages sur ma personne. En attendant les jours bénis où mes alliés et moi-même viendrons à votre rencontre pour vous témoigner notre reconnaissance infinie, je voudrais dès à présent, vu les circonstances, vous exprimer ma très profonde gratitude pour l'honneur et le privilège qui me furent ainsi faits. Je vous l'avais dit : Ensemble c'est possible.

Mais comme vous le savez, votre choix n'a pas été respecté par les tenants du pouvoir et les institutions à leur solde ; en sorte que cet événement qui est assurément l'un des plus marquants de notre histoire politique récente a accouché d'une crise post-électorale. Celle-ci a conduit, dans un déchaînement de haine sans précédent, à l'arrestation et la détention illégales de près de 200 militants et sympathisants de notre parti, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), de Camerounais sans engagement politique, des leaders d'organisations alliées et moi-même.

Voici donc plus de 3 mois que nous sommes emprisonnés illégalement pour avoir manifesté de manière absolument pacifique, pour dénoncer le refus par le gouvernement de faire la paix dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le non-respect du choix de la majorité des électeurs Camerounais lors du scrutin présidentiel du 07 octobre 2018 et l'inaction du pouvoir face au pillage de la fortune publique dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2019) dont l'organisation a finalement été retirée au Cameroun, au grand déshonneur national.

Depuis notre arrestation et notre emprisonnement, vous avez fait témoignage d'une solidarité exceptionnelle et exemplaire : vous êtes venus nombreux nous rendre visite à nos divers lieux de détention préventive et d'emprisonnement, lorsque à force de persévérance, l'autorisation vous en a été accordée ; vous vous êtes rendus



massivement aux rares audiences devant les tribunaux de Yaoundé pour nous encourager de vos gestes, vos sourires, vos chants courageux, audacieux. Même si à chaque fois, des rideaux d'hommes armés et en posture de combat vous ont maintenus fort éloignés de notre itinéraire, je vous ai aperçus à chacun de nos passages, et croyez-moi, j'en ai été ému.

Face à la situation sécuritaire et humanitaire, politique, économique et sociale explosive dans laquelle M. BIYA a plongé notre pays, la Communauté internationale vient de tirer la sonnette d'alarme en invitant le pouvoir à respecter les droits fondamentaux des Camerounais, à libérer les otages que constituent les quelques 200 personnes arrêtées et jetées en prison, et à organiser un dialogue inclusif pour régler en particulier la crise meurtrière qui sévit dans les régions anglophones. De même, la Communauté internationale a indiqué l'impérieuse nécessité de la réforme consensuelle du système électoral avant la tenue de toute nouvelle élection. J'apprécie à sa juste valeur cette prise de position qui rejoint en plusieurs points les revendications formulées depuis quelques années déjà par le MRC. En effet, nul n'ignore nos positions et propositions réitérées au sujet de la crise dans les régions anglophones : nous sommes opposés depuis toujours à toute idée de sécession ; j'ai donné le meilleur de moi-même pour récupérer des parties du territoire camerounais dans le Lac Tchad et dans la péninsule de Bakassi pour m'accommoder d'une telle perspective funeste. Mais une fois que l'on convient que la sécession n'est pas une option, nous avons rappelé, dès le lancement de notre parti en 2012, qu'il y a un problème anglophone au Cameroun et qu'il doit être résolu par le dialogue. J'ai réitéré cette position le 25 juin 2016 lors de mon meeting à Bamenda, puis le 10 décembre 2016 à mon meeting de Ngaoundéré. Plus récemment, en novembre 2018, face à l'escalade dans cette crise qui s'est transformée en un conflit armé très meurtrier et dans le cadre duquel sont commises de nombreuses atrocités, j'ai proposé une solution articulée comme suit : négociation d'un cessez-le-feu ; désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des combattants ; mise sur pied d'une Commission Vérité Justice et Réconciliation ; organisation d'un dialogue national inclusif pour discuter sans tabou et dégager les solutions idoines à la crise et à la refondation de notre Etat.

Ces propositions se sont toujours heurtées au mutisme du pouvoir en place qui préfère s'enfermer dans l'option d'une solution militaire qui, hélas !, ne fait qu'alimenter l'escalade. Par des raccourcis hasardeux, on compare la situation des Anglophones du Cameroun à celle de la Catalogne en Espagne, quand on ne rappelle pas la guerre contre des projets de sécession aux Etats-Unis ou en Irlande du Nord. Il suffit de rappeler qu'en Espagne, la Catalogne bénéficie, comme d'autres régions espagnoles, d'un statut autonome équivalent au fédéralisme ; or, les régions anglophones pas plus qu'aucune autre, ne jouissent de la moindre autonomie, et le pouvoir camerounais, adepte d'un centralisme d'un autre âge, est allé jusqu'à interdire l'usage du mot « fédéralisme » dans les médias. Quant aux guerres contre la sécession, ni la majorité des Camerounais, ni la Communauté internationale ne sont favorables à la partition de notre pays. Les représentants du pouvoir en place font donc l'amalgame et agitent ces exemples pour créer la confusion et refuser le dialogue.

Un autre argument spécieux est de dire qu'il n'y a personne en face avec qui négocier. Il n'y a pas lieu d'élaborer longuement sur ce point. Que l'on donne donc une chance à la All Anglophone Conference (AAC) que le Cardinal Christian TUMI et d'autres essaient d'organiser depuis un certain temps et se heurtent malheureusement à l'opposition du gouvernement camerounais. Cette initiative pourrait être une pierre utile à la construction du dialogue inclusif auquel la situation du pays nous invite.

En ce qui concerne l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, les partisans du régime prétendent qu'après la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel, il n'y a plus lieu de les contester. Selon eux, nous devons nous soumettre à ce verdict. Ils oublient trop vite – et je les comprends – qu'il s'agit d'un verdict erroné rendu par une institution à la fois illégale et illégitime en ce que sa composition viole manifestement les textes qui l'organisent et la régissent. Nous avons démontré sans conteste que 10 des 11 membres du Conseil constitutionnel sont membres du RDPC, le parti de M. BIYA, dont ils font par ailleurs partie des instances dirigeantes, le 11^e membre étant du SDF. Plusieurs d'entre eux occupent d'autres fonctions incompatibles avec la qualité de membre du Conseil constitutionnel. Sur cette base, nous avons fait un recours en récusation et en suspicion légitime, mais nous nous étions heurtés au rejet du Conseil constitutionnel. Quant à l'argument selon lequel

nous n'aurions pas gagné l'élection parce que nous n'aurions pas assez de procès-verbaux (P.V.) des résultats issus des bureaux de vote et que de toute façon nous ne les avons jamais présentés au public, il est simplement spécieux. Je réitère que nous sommes prêts à présenter nos P.V. à tout moment dans le cadre d'un recomptage des votes. Au demeurant, le RDPC lui-même n'a jamais présenté les P.V. prouvant la victoire de M. BIYA, ni au Conseil constitutionnel, ni en aucun autre lieu. Nous avons démontré à suffisance devant ledit Conseil, sur la base des prétendus P.V. d'Elecam qui seuls font foi, toutes les irrégularités qui entachaient les résultats consolidés par la Commission Nationale de Recensement des votes. Je rappelle que le total des résultats des 8 candidats, en valeur relative, était supérieur à 100% ! Que nous reproche-t-on donc ? De contester des résultats faussés à tous les niveaux, et qui ne reflétaient pas les P.V. sortis des bureaux de vote et de montrer qu'ils étaient le produit de tableaux Excel générés par des informaticiens à la solde du régime ? Non ! je ne vais pas m'excuser d'avoir gagné l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 et de dénoncer le détournement du choix démocratique de la majorité des électeurs camerounais en ma faveur.

Pour le reste je n'ai jamais cessé de dire ma disponibilité au dialogue. On a fait courir le bruit que j'aurais été approché par les tenants du pouvoir. Je voudrais vous dire ici solennellement que cela est faux. Ni hier, ni aujourd'hui je n'ai jamais été approché par qui que ce soit, en dépit de ma main tendue.

En transformant la crise post-électorale née d'un détournement inacceptable du choix démocratique des électeurs camerounais lors de la dernière présidentielle en une traque policière sauvage, une répression judiciaire grotesque et un règlement de compte administratif brutal et cynique, le régime de M. BIYA croit pouvoir ainsi se débarrasser à trop bon compte d'un problème épineux qui projette une lumière crue sur l'impossibilité de la démocratie au Cameroun dans les conditions actuelles. Ce régime croit que la prison peut tout régler. Or, même la mort ne peut tout régler. On n'enferme pas l'esprit. On n'enferme pas une cause ; celle-ci se nourrit de la prise de conscience des gens, croît indépendamment de l'esprit qui l'a identifiée et poursuit d'elle-même son chemin jusqu'à son accomplissement. En même temps que je vous exhorte à faire grandir la cause de notre lutte commune, je voudrais vous rassurer de ma

détermination à mener le combat pour la liberté et la démocratie, la restauration de la dignité des Camerounais, le développement inclusif et le prestige de notre pays.

Depuis notre arrestation et notre emprisonnement, notre parti, le MRC, qui a toujours été combattu par l'Administration territoriale depuis sa naissance, est confronté à de nouvelles épreuves qui menacent son existence même. Cible d'attaques et de la haine tribaliste orchestrées par le régime BIYA, il fait désormais l'objet d'une interdiction de fait. En effet, le Ministre de l'Administration Territoriale a interdit formellement et informellement toutes ses activités à travers le pays, notamment les réunions et manifestations publiques dûment déclarées conformément à la loi, les travaux d'intérêt général au bénéfice des populations tels que le curage des caniveaux et le nettoyage de la broussaille dans les quartiers initiés par ses militants, les inscriptions massives de nouveaux adhérents au siège national et aux sièges locaux du parti, la création et l'installation des nouvelles Unités du parti dans diverses localités. Tous les recours intentés devant les juridictions compétentes aux fins de l'annulation de l'acte irrégulier d'interdiction du Ministre ont essuyé le rejet, au motif qu'ils sont sans objet, alors même que sur la forme, ledit Ministre est incompétent pour prendre un tel acte, celui-ci relevant de la compétence des Sous-préfets, et que sur le fond, l'acte contesté viole manifestement la loi n° 90/055 du 19 décembre 1990 fixant le régime des réunions et des manifestations publiques. Mais je puis vous assurer que le MRC ne se laissera pas prendre en otage par un régime enragé du fait de l'exposition aux yeux du monde de ses turpitudes qu'il avait si bien su camoufler jusque-là. Qu'il soit entendu une fois pour toutes que nous ne nous laisserons pas écraser par la dictature villageoise instaurée dans le pays.

D'ores et déjà, en raison de cette interdiction de fait qui frappe notre parti, mais aussi du sang qui continue de couler inutilement dans les régions anglophones du Nord-Ouest et Sud-Ouest en dépit des cris de détresse des populations civiles et des appels unanimes au dialogue, j'annonce que le MRC ne prendra pas part à la mise en scène du 20 Mai. Cette date à laquelle on est censé commémorer la fête de l'Unité de notre pays tend à perdre, dans le contexte actuel, sa force symbolique. En 37 ans de règne sans partage, M. BIYA a malheureusement réussi la prouesse de la rendre vide de sens politique, en raison de son instrumentalisation permanente des différences

culturelles par un tribalisme d'Etat assumé et l'exclusion des populations de la gestion de leur destin. Son régime a déconstruit une jeune nation en formation dont les jalons furent jetés dans des conditions difficiles par Ahmadou Ahidjo, et l'a réduite en une juxtaposition d'ethnies dont je conjurai l'augure il y a plusieurs années déjà. Comme jamais, notre pays est aujourd'hui divisé par les murs des replis identitaires, emprisonné par des haines ethniques tenaces et menacé d'implosion.

La partie septentrionale contraste du reste du pays par un état de pauvreté abjecte entretenue par le régime avec la complicité d'une élite féodale, et est meurtrie dans sa région extrême par la guerre de la secte islamiste Boko Haram. Et je passe l'insécurité endémique dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est, et des débordements de la guerre dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest dans les régions francophones de l'Ouest et du Littoral. Quelle « Unité » fêtera-t-on donc le 20 Mai prochain ?

Chers compatriotes,

J'ai découvert à travers les médias que M. BIYA serait devenu un adepte des réseaux sociaux et écrirait forces tweets au peuple camerounais pour en appeler à son patriotisme. Je sais que vous êtes nombreux à vous interroger sur cet élan subit d'un homme qui a fondé son pouvoir sur le mépris des Camerounais, l'indifférence à leurs problèmes, et un désintérêt choquant pour les merveilles de son pays où il n'a jamais passé ses vacances, préférant l'Hôtel Intercontinental à Genève et les douceurs des bords du Lac Léman. J'aimerais tant l'amener découvrir l'incomparable beauté de Rhumsiki et son Pic célèbre, de Poli et ses plaines paisibles bouclées par un collier de montagnes, des plateaux de l'Adamaoua où des troupeaux dodus paissent paisiblement dans la lande, de la douceur des hautes terres du Nord-Ouest qui rappelle cette Suisse qu'il aime tant, de la majesté de la forêt primaire de Korup et ses 13 espèces ornithologiques endémiques, de la féerie de Rio del Rey à l'heure où les cormorans s'envolent le long de ce boulevard marin dont les eaux emportent les miasmes du pays vers l'infini de la mer. Connaît-il Bimbia, lieu de mémoire de la tragédie primordiale ? J'aurais bien voulu l'amener à tant d'autres lieux de ce pays qu'il connaît manifestement mal, pour n'avoir visité en 37 ans que moins de dix départements sur les 58 que compte le Cameroun.



Il ne peut y avoir de patriotisme sans attachement à la fois au socle territorial de la patrie et aux populations qui peuplent le pays. A cet égard, il m'est particulièrement pénible de constater que M. BIYA n'a jamais mis les pieds dans les deux parcelles emblématiques du territoire national arrachées de haute lutte après 8 ans et demi de procédure devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye et environ 9 ans de mise en œuvre laborieuse de la décision au fond de cette haute juridiction mondiale : je veux parler de la zone du Lac Tchad d'environ 1 000 km² où se trouve la grande île de Darak, et de la péninsule de Bakassi, la plus connue, qui couvre environ 1 000 km² également.

En ce qui concerne les populations camerounaises, M. BIYA a mis une telle distance entre lui et les Camerounais de toutes les régions qu'on se demande quel peuple il prétend gouverner. Il est avéré aujourd'hui, que l'idée d'intégration nationale qu'il lança furtivement au début de son long règne avant de l'abandonner tout aussi rapidement, n'était qu'un de ses multiples leurres. De fait, il a fondé son pouvoir sur la division des Camerounais et le tribalisme orchestré et entretenu. Non seulement il n'a jamais fustigé officiellement et de façon non équivoque ce fléau qui menace dangereusement l'avenir de notre pays, il n'a jamais non plus désavoué les membres de ses gouvernements successifs qui ont tenu à diverses occasions des discours d'un tribalisme haineux, ni fait passer une législation tendant à réprimer un tel fléau, alors que son parti détient une majorité écrasante au parlement depuis près de quarante ans.

Le recours soudain de M. BIYA au patriotisme des Camerounais est une tentative désespérée d'un régime en perdition, qui tente de rejeter ses échecs sur les partenaires extérieurs de notre pays : Nationalisme étriqué, raciste et xénophobe, voilà où l'on veut nous amener, nous peuple ouvert et accueillant. C'est une vieille ficelle des dictatures en déroute que de chauffer le sentiment nationaliste. Mais le patriotisme n'est et ne saurait être ni un racisme, ni une xénophobie. C'est le sentiment indéchiffrable et le lien invisible qui unissent dans la tension vers un même idéal les membres d'une communauté nationale, non pas par exclusion des étrangers, mais le cas échéant avec leur accompagnement. Il repose sur un attachement vécu et assumé à son pays et l'amour des femmes et des hommes qui y vivent, dans un vivre-ensemble.

fondé sur la tolérance et nourri par des références de valeurs communes. J'ai toujours pensé qu'on ne devrait pas s'engager en politique si l'on n'aime pas les gens.

Mon entrée en politique était et demeure habitée par trois ambitions primordiales : rassembler les Camerounais dans la fraternité républicaine ; mettre un sourire sur le visage des plus pauvres à la faveur d'un développement et d'une prospérité partagés ; faire du Cameroun une grande nation, une puissance africaine, un pays qui compte dans le concert des nations. Rien ni personne ne pourra enlever en moi l'amour profond que je porte pour vous. Nul ne pourra m'empêcher de vous aimer de cet amour fraternel qui brûle en moi depuis toujours ; un amour pétri dans la fraternité républicaine qui se situe au-delà des liens de sang et de connivences ethniques et dont ceux dont les chemins ont croisé le mien peuvent rendre témoignage. Que cette douce flamme embrase chacun de vous et consume les haines absurdes entretenues, afin qu'ensemble nous nous tournions vers notre projet national, celui de relever les défis multiples de la modernité et du monde nouveau qui interpelle notre jeunesse. Je demeure convaincu que nous arriverons un jour – pas très lointain – à vivre dans la concorde dans notre patrie commune, le Cameroun, organisé dans la forme que nous aurons choisie ensemble par une volonté commune.

La Communauté internationale a bon dos. Avec le MRC, ses alliés et moi-même, elle est devenue le bouc-émissaire commode d'un régime au règne des échecs recommencés. Mais, le risque de dislocation de l'Etat, la crise du vivre-ensemble, l'aggravation des inégalités et des injustices se traduisant par l'amplification de la fracture sociale, la zombification des populations, en particulier des jeunes avec la perte de leur amour-propre, le sentiment d'exclusion et d'absence de perspective qui les amènent à ne plus rêver que de l'émigration à tous les prix, l'exclusion de la diaspora traquée comme un ennemi, la stagnation du revenu par habitant bloqué à 1 300 dollars US depuis plus d'un quart de siècle, le déficit chronique de la balance commerciale de plus de 1 200 milliards de FCFA, l'endettement galopant, l'espérance de vie à 55 ans, le taux de mortalité maternelle et infantile parmi les plus élevés en Afrique, la gestion budgétaire inefficace caractérisée par les dépenses improductives, les enfants qui meurent en cherchant de l'eau potable, l'indisponibilité de l'électricité pour le plus grand nombre, l'augmentation du nombre de pauvres, le taux d'agression

sexuelle parmi les plus élevés au monde, les performances exceptionnelles du pays en matière de corruption qui placent le Cameroun dans le peloton de tête des pays les plus corrompus de la planète, tout cela n'est pas le fait de la Communauté internationale. C'est la conséquence dramatique de la gouvernance obscurantiste, vénale et velléitaire d'un homme qui n'a d'expérience qu'en matière de politique politicienne, basse et destructrice, mais qui est dramatiquement indigent s'agissant de la construction d'un Etat moderne et du développement économique et social du pays. Il doit avoir le courage d'assumer ses échecs.

Le régime autiste s'enferme dans le délire d'un complot imaginaire planétaire contre notre pays. Croyez-moi, la Communauté internationale a pour mission fondamentale d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. A cet égard, elle a bien trop de choses à faire que de rechercher à déstabiliser le Cameroun, alors qu'elle peine à venir à bout des crises congolaise et centrafricaine, pour s'en tenir à l'Afrique Centrale. L'histoire nous ouvre des perspectives nouvelles et la Communauté internationale nous tend une main secourante.

Restez plus que jamais mobilisés, car rien n'est fini tant que ce n'est pas fini. Nous devons continuer à affirmer pacifiquement notre présence sur la scène politique, tant il est vrai que nous constituons aujourd'hui la force alternative en laquelle une grande majorité de Camerounais place ses espoirs pour un avenir meilleur. Restons soudés et résistons à la corruption politique et aux chantages multiformes du régime. Travaillons à refonder notre Etat, à préserver son unité dans sa riche diversité en combattant le tribalisme et tous les facteurs de division. Continuons à nous battre pour une réforme consensuelle du système électoral, gage d'un jeu démocratique apaisé garant de l'adhésion populaire au pouvoir.

Les épreuves actuelles qu'affrontent de nombreux militants et sympathisants embastillés, nos alliés et moi-même, repoussent le moment des noces de notre cher pays avec la Liberté, la Justice et le Progrès partagé. Mais elles ne font que différer ce moment que je vous ai annoncé pendant la campagne de la présidentielle 2018 et qui ne cesse de s'imposer à moi comme une certitude. Cependant, nous n'y arriverons qu'ensemble et par notre détermination. Ce n'est pas le combat d'un individu, ni d'un parti politique, ni d'une ethnie, ni d'une région, ni des Anglophones, ni des

Francophones. C'est la lutte commune d'un peuple contre l'enténébrement de son pays. Les étapes à venir seront décisives. A travers vos nombreux messages qui me parviennent, je sais que vous vous inquiétez pour moi, pour nous ; je vous en sais gré. Mais inquiétez-vous davantage encore pour le Cameroun dont les multiples blessures font craindre le pire. Aucun sacrifice ne nous sera épargné pour le salut de ce pays qui nous est si cher. Vous avez déjà accompli des pas importants sur le chemin escarpé qui s'ouvre devant nous. Mais vous ne devez pas relâcher vos efforts qui seront sollicités encore et encore ; car, comme je vous l'ai déjà dit, notre libération viendra de nous-mêmes et de personne d'autre. On peut vous accompagner, mais personne ne se substituera à vous, au peuple camerounais. Je compte sur vous pour qu'ensemble, sans faux-fuyants, nous donnions une chance à la jeunesse camerounaise, et par la suite à notre pays.

Avec ma fraternité républicaine.

Prison Principale de Yaoundé, 28 avril 2019



Maurice KAMTO